

L'aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication – enregistrement n°10338

C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4

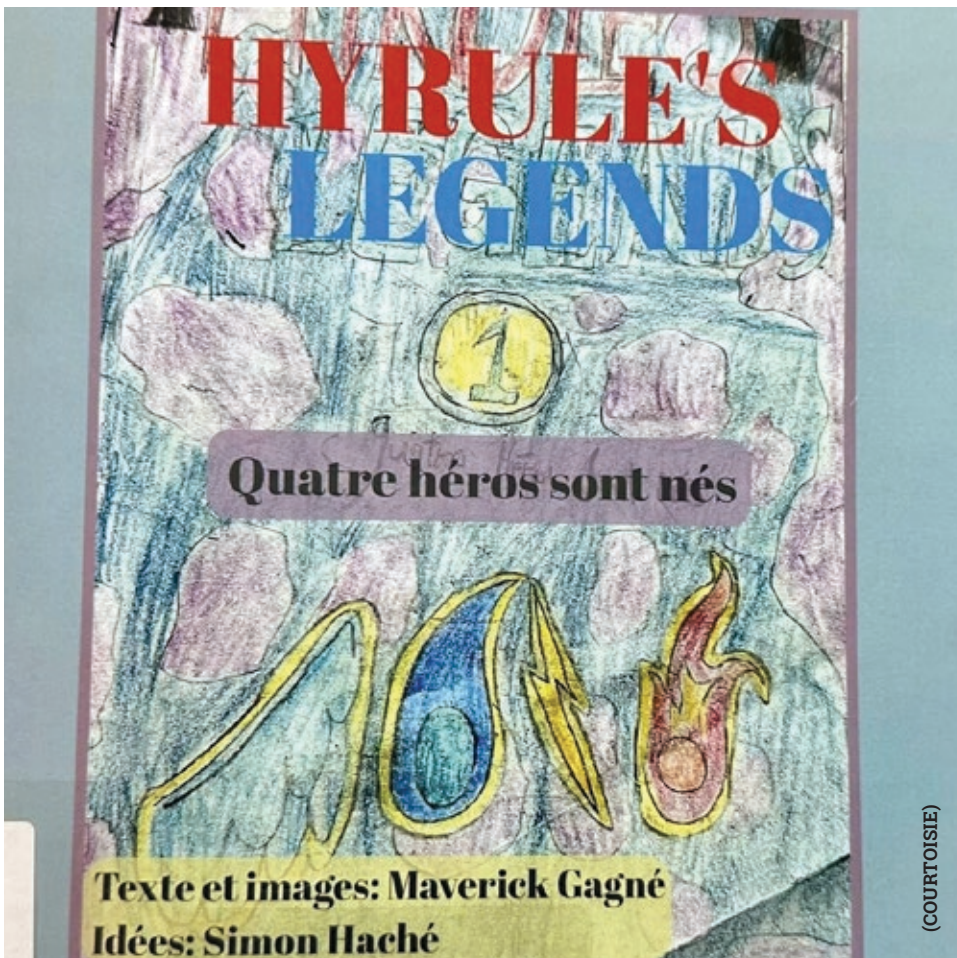
Volume 39 numéro 17, 03 mai 2024

Saison des feux 2024 : comment demeurer en sécurité ?



(COURTOISIE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE)

À LIRE EN PAGE 7



Un livre écrit par deux jeunes d'Allain St-Cyr

À LIRE EN PAGE 3

La liste longue du prix Sobey est dévoilée

À LIRE EN PAGE 8



PHOTO : AVEC L'AUTORISATION DE L'ARTISTE)



prix d'excellence
de la presse francophone
2021

L'Aquilon

www.aquilon.nt.ca
contact@mediastenois.ca
C.P. 456, Yellowknife,
NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

Direction : Nicolas Servel
Responsable de l'information : Giovanni Imidy
Maquette : Patrick Bazinet

Journalistes : Cristiano Pereira
Nelly Guidici
Daniel Birru

Annonces publicitaires et publiereportages :
marketing@mediastenois.ca
Représentation Territoriale GTNO :
North Creative
advertising@northagency.ca

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété de Médias ténois subventionnés par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur-e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur-e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de Réseau.Presse et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443



Canada

réseau presse
médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

PARTENAIRES DE L'ARCTIQUE

qb
l'aurore boréale
LE JOURNAL FRANCOPHONE DU YUKON

LE
NUNA
VOIX
LE JOURNAL
DES FRANCOPHONES
DU NUNAVUT



L'ÉDITORIAL

Giovanni Imidy

Engagement communautaire : se préparer à la suite

Une des forces du Nord est sa communauté. Ses communautés, plus précisément. Il n'y a pas « une communauté nordique » à proprement parler.

Si les incendies de forêt sont inévitables, tel que deux d'entre eux – quoique maîtrisés – se sont déjà manifestés (voir le texte en page 7), l'engagement communautaire s'avère indispensable.

L'année dernière, c'est la force de cohésion des communautés du Nord, disséminées çà et là dans les provinces voisines à la suite des évacuations, qui a permis de créer un espace de résilience.

Le rôle des provinces et des communautés voisines n'est nullement négligeable non plus, bien au contraire. C'est également le cadre et les ressources fournies par ces dernières qui ont permis aux résidentes et aux résidents du Nord de s'entraider et de tenir le coup, éparpillé un peu plus au Sud, de [High Level](#) à Red Deer, [entre incertitude et entraide](#).

À quoi s'attendre exactement? Nul ne le sait précisément. Il reste à observer l'étendue de l'efficacité des mesures prises par la main-d'œuvre essentielle pour sécuriser la ville et le Territoire au mieux de leurs capacités, les limites de ces mesures et les décisions qui seront prises pour cette saison des feux.

Attendre, oui, mais agir en attendant.

Il est du devoir citoyen, humain, de sécuriser son foyer et de minimiser les risques de propagations de feu avant d'apercevoir la moindre flamme ou de déceler la moindre odeur de fumée.

Si les humains au cœur du Nord – malgré l'action et l'inaction des autorités – ont pu faire preuve d'autant de résilience, démontré autant de ressource et d'esprit d'entraide sur le coup, pris au dépourvu; il y a, à minima, une bonne partie de ses actes opérés dans l'urgence qui peuvent être anticipés.

Négociations internationales sur la pollution plastique



LA
CO
LO
NN
E

Espace vert et communautaire à Fort Simpson

L'assemblée générale annuelle du [jardin communautaire de Fort Simpson](#) (Fort Simpson Community Gardin) a lieu le 28 mai.

« Êtes-vous intéressé à en savoir plus sur le jardin communautaire, peut-être à avoir votre propre espace pour cultiver vos herbes et légumes préférés? L'AGA est prévue pour

le 28 mai. Au plaisir de vous y voir », lit-on sur le communiqué des responsables.

L'évènement se tiendra de 18 h à 20 h au Collège Aurora.

Retraite et leadership : dernière chance pour postuler

FOXY & SMASH organise une retraite de leadership pour la saison d'été et invite les jeunes à y participer. La participation y est gratuite, incluant le voyage depuis la collectivité d'origine des personnes intéressées à participer. La date limite pour postuler est le 5 mai.

L'évènement sera centré autour des thèmes tels que l'art, le leadership et la santé mentale et sexuelle.

« Ne manquez pas la date limite ! Nous acceptons les candidatures pour nos retraites d'été pour les pairs leaders jusqu'au 5 mai ! Les jeunes de 13 à 17 ans des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut, quel que soit leur sexe, peuvent poser leur candidature », peut-on lire sur la page Facebook de l'organisme.

Pour plus d'information ou pour poser votre candidature, visitez [le lien](#) prévu à cet effet, également affiché [sur les réseaux sociaux](#) de l'organisme.

Collaboratrice.eur. s de cette semaine :
Oscar Aguirre et Denis Lord

INFO
TAÏGA

Radio Taïga

Fiction et édition à Allain St-Cyr

À contrecourant, des idées reçues sur les rapports entre les jeunes et la lecture, Maverick Gagné et Simon Haché s'amuse à créer une série de nouvelles illustrées.

Denis Lord

Il est vrai qu'Hyrule's légende, que signent deux élèves d'Allain St-Cyr, s'inspire des jeux vidéos *La Légende de Zelda*, créés par Shigeru Myamoto et Takashi Tezuka.

« On a fait un livre inspiré de ce jeu vidéo, avec les mêmes monstres », explique Simon, 9 ans, précisant qu'ils ont toutefois inventé la majorité des événements des récits.

« Mais on peut comprendre même si on n'a jamais joué », ajoute son collègue Maverick, dix ans.

Une tétralogie

Quatre héros sont nés, le premier tome de ce récit raconte l'enfance d'Urbosa. Daruk (le préféré de Simon), Mipha (une femme-poisson, mais pas une sirène) et Revali (celui de Maverick). Dans le second, *Masque mystérieux*, un autre personnage se joindra à eux et pas-

sera du camp des méchants à celui des gentils. Les deux artistes anticipent de terminer ce second opus avant la fin de l'année scolaire.

Le troisième tome de ce qui est prévu être une tétralogie se présentera sous forme de bande dessinée. « On va créer d'autres personnages à un moment donné », assure Simon.

Partage du travail

Tous les deux élèves de Sylvie Malo à St-Cyr, Simon et Maverick avouent bien aimer la lecture des *Débrouillards* et des *Explorateurs*.

Dans le cas de leurs récits, Simon fait l'idéation et la mise en couleurs tandis que Maverick se charge des dessins et de l'écriture.

La mère de Simon s'est chargée d'éditer le livre, tiré à environ une dizaine d'exemplaires. « On ne sait pas encore si on va en vendre », dit Simon.

Photo : Simon Maverick
Maverick Gagné et
Simon Haché (Courtoisie)



Une nouvelle carte interactive pour la francophonie canadienne

À l'occasion du Symposium annuel sur l'immigration francophone, la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada a lancé le 25 avril une nouvelle carte interactive sur la francophonie. Les organismes du pays sont heureux d'avoir ce nouvel outil qu'ils croient utile pour les francophones du Canada et d'ailleurs.

Camille Langlade – Francopresse

Avec les informations de Marine Ernoult, Marianne Dépelteau et Julien Cayouette.

La dernière carte datait de 2017. Selon Serge Quinty, directeur des communications de la FCFA, elle était « adorée » par ses utilisateurs.

« Mais on est rendu ailleurs, dit-il. Il y avait de meilleures façons aussi de faire une carte interactive en 2024-2025. »

De nouvelles technologies, mais aussi de nouvelles ressources. La FCFA a ajouté 12 communautés et ne compte pas s'arrêter là. « Il y a une phase 3 [...] On s'en va vers une carte qui est pas mal complète. »

La FCFA prévoit une mise à jour constante de la plateforme et l'ajout progressif de fiches de profil supplémentaires.

Une mise à jour nécessaire

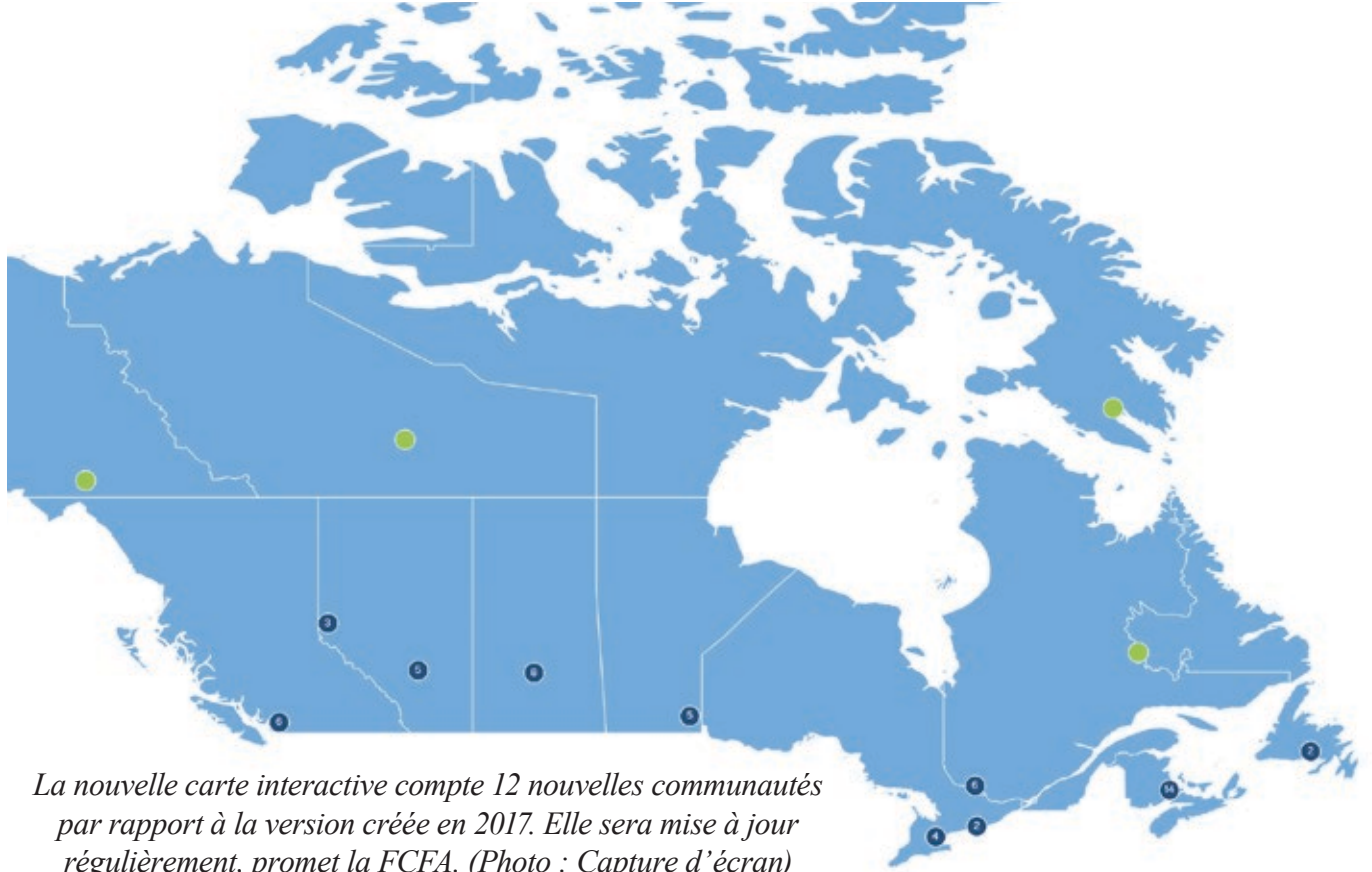
Cette nouvelle carte est basée sur les chiffres du dernier recensement 2021 de Statistique Canada, qui a identifié une hausse du nombre de francophones hors Québec, mais une baisse de leur poids démographique.

« Même à certains endroits, on commence à avoir une baisse au niveau du nombre absolu de francophones », remarque Serge Quinty.

Mais ce dernier n'a pas que de mauvaises nouvelles : « Sur la liste des organismes sur le terrain, sur la liste des services, il y a une diversification. Il y a beaucoup d'organismes qui représentent, par exemple, les communautés ethnoculturelles qui n'étaient pas là auparavant. »

Toucher de nouveaux publics

Mélika Malabo, responsable des communications et des relations publiques de la Fédération franco-ténoise (FFT), salue une initiative « par et pour les



La nouvelle carte interactive compte 12 nouvelles communautés par rapport à la version créée en 2017. Elle sera mise à jour régulièrement, promet la FCFA. (Photo : Capture d'écran)

francophones ». Son organisme a échangé avec la FCFA pour compléter ce nouvel outil.

« C'est un gros travail de collecte. On n'a pas forcément les ressources pour faire un travail pareil. C'est quelque chose qui va grandement nous aider », assure-t-elle.

Tous les organismes porte-parole au pays auraient été consultés. L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) confirme qu'elle a été « consultée dans la conception de ce document et a pu commenter les sections sur l'Ontario ».

Chaque région a donc validé et contribué à des informations, notamment sur les centres scolaires communautaires de leur région.

« Pour les gens de la communauté, c'est bon de savoir qu'ils ne sont pas seuls, qu'ils font partie d'un grand réseau, que la francophonie n'est pas à un seul endroit, qu'elle est diversifiée et répartie à travers le Canada. C'est un outil rassembleur », commente Isabelle Dasyva-Gill, la directrice générale de la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF'Île).

« C'est aussi un outil touristique, une belle carte d'invitation pour que les gens viennent rencontrer les communautés francophones », complète-t-elle.

La carte est à destination, selon elle, de toutes les personnes qui s'intéressent à la francophonie canadienne, les nouveaux arrivants, les membres de la communauté, mais aussi les fonctionnaires des gouvernements provinciaux et fédéral.

« Ça leur permet d'avoir une perspective nationale sur la francophonie, une connaissance plus large que leur lentille locale. »

Un avis que partage Jules Chiasson, directeur général de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE) : « C'est un outil qui s'adresse à une clientèle diversifiée, les nouveaux arrivants, les Québécois, les anglophones francophiles, pour les informer que les francophones sont partout au Canada. »

« Il y a de l'information très pertinente sur notre région, exacte, juste dans tous les domaines », appuie-t-il. La FANE va partager et relayer le document, notamment auprès de ses organismes membres pour qu'ils l'utilisent dans leurs activités.

« Cette carte nous aide. Elle permet de renforcer la visibilité de la francophonie de notre province [...] Ailleurs au Canada et dans le monde, les francophones ne pensent pas qu'on peut parler français et compter sur des structures francophones solides dans notre province. Tout effort de promotion est positif pour nous! », estime de son côté Emmanuelle Corne Bertrand, directrice générale de la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB).

Répondre à un manque

La carte interactive de la FCFA permet aussi de faciliter l'accès à l'information en français, « un problème majeur en milieu minoritaire », souligne Isabelle Dasyva-Gill de SAF'Île. « Même si ce n'est pas son objectif premier, cette carte répond à ce manque », remarque-t-elle.

Aux yeux de Nicole Arseneau-Sluyter, présidente de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB), la carte apporte « une grande valeur ajoutée ». La SANB compte d'ailleurs faire la promotion de ce nouvel outil sur les réseaux sociaux.

« Par contre [elle] devra être partagée sur les sites Web de toutes les associations et les institutions francophones et centres touristiques dans chaque province pour qu'elle soit utile à tous et pour que le reste du monde, que ce soit à l'international ou à travers du Canada, puisse la trouver », note de son côté Marie-Thérèse Nickel, directrice régionale de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) de Calgary.

La carte recense 700 pages de renseignements sur 72 collectivités francophones partout au pays. Chaque fiche comporte des informations relatives à la démographie, l'histoire, la vitalité culturelle de la francophonie, les services en français, l'économie, l'immigration et la diversité ou encore les attractions touristiques d'un endroit donné.

EMPLOYEURS :

C'est le temps de revoir le plan d'intervention d'urgence de votre lieu de travail!



DES QUESTIONS?

Communiquez avec notre équipe de sensibilisation à la sécurité à

Safety.Outreach@wsc.ca



Fédération franco-ténoise

Recentrer les membres individuels

La récente consultation des membres individuels de la Fédération franco-ténoise (FFT) vise à mieux définir leur rôle au sein de l'organisme dans le cadre d'une révision de la structure organisationnelle. Des propositions en ce sens devraient être faites lors de prochaine assemblée générale de l'organisme en septembre prochain.

Denis Lord
IJL – Réseau.Presse – L'Aquilon

Avant 2017, seuls des organismes communautaires étaient membres de la FFT. L'adhésion individuelle, rappelle la directrice générale de la Fédération, Audrey Fournier, a été initiée pour combler le vide causé par la disparition des associations régionales... au mécontentement de certaines autres.

« Mais ça n'avait pas été fait en grand, rappelle-t-elle. Il n'y avait pas eu énormément de promotion, il n'y avait pas eu une réflexion intégrée sur l'implication de ces nouveaux membres, comment on dynamise leur engagement. [...] Ce qu'on voit aujourd'hui est le résultat de comment la relation était dans le passé. Ce n'est pas nécessairement ce que peuvent emmener les membres individuels si on travaille autrement. Si on veut des membres individuels impliqués, il va falloir qu'on soit présent et proactif, qu'on les informe et les consulte en dehors de l'assemblée générale annuelle. »

Représentativité

La FFT compte actuellement 75 membres individuels, mais la directrice générale concède qu'elle ne sait pas

s'ils répondent à tous les critères d'adhésion, ce qui fait d'ailleurs partie du plan de révision. Trois de ces membres siègent au conseil d'administration et représentent en même temps différentes régions : Marie-Christine Aubrey (Fort Smith), Kanda Kola Gnana (Inuvik) et Sophie Gauthier (Yellowknife).

Au-delà de sa raison d'être originelle, la membriété individuelle permet potentiellement à la FFT de mieux connaître et représenter l'ensemble de la communauté.

La consultation du 17 avril, à laquelle sept membres individuels ont participé, visait entre autres à connaître leurs attentes, leur motivation à s'impliquer.

« J'ai senti un consensus par rapport aux attentes face au mandat et au rôle de la Fédération, son leadership, son rôle de porte-parole, la défense des droits des francophones, témoigne M^{me} Fournier. Tout le monde ou presque semble apprécier l'importance du statut de membre individuel. Ensuite, il y a beaucoup de possibilités [...] sur quel type de décision ils peuvent voter, les opportunités d'implications, leur pouvoir décisionnel, etc. »

L'Aquilon n'a pas été en mesure de recueillir les témoignages de membres individuels de la FFT.

Vers l'AGA

Une consultation des organismes communautaires a eu lieu en parallèle.

« L'idée, résume la directrice générale de la FFT, c'est de trouver une structure de gouvernance qui satisfait nos besoins et qui prend aussi en compte les besoins des membres communautaires et indivi-

duels, une structure qui nous permette de continuer à bien jouer notre rôle de porte-parole et de leader de la concertation entre les organismes francophones. [...] Peu importe le modèle qui ressort de la révision, ce qui va être ultra important, ce sera de bien planifier comment on la met en œuvre. »

DEMANDE D'EXPRESSION D'INTÉRÊT

Membre du Comité consultatif sur la sécurité

Membre du Comité législatif sur la SST dans les mines

(mandat de trois ans)

Le ministre responsable de la Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs (CSTIT) des Territoires du Nord-Ouest, l'honorable Vince McKay, sollicite les déclarations d'intérêt de personnes qualifiées pour se joindre au Comité consultatif sur la sécurité et au Comité législatif sur la santé et la sécurité au travail (SST) dans les mines.

La CSTIT a compétence exclusive sur toutes les questions qui touchent la sécurité et l'indemnisation des travailleurs blessés en milieu de travail. Le Comité consultatif sur la sécurité et le Comité législatif sur la SST dans les mines formulent des recommandations concernant les modifications aux *Lois sur la sécurité* et aux *Lois sur la santé et la sécurité dans les mines* ainsi qu'à leurs règlements, selon les exigences ou les besoins en matière de SST.

Les ministres responsables de la CSTIT aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut nomment les membres de chacun de ces comités sur recommandation de l'inspecteur en chef, Mines et SST, de la CSTIT, qui en assume la présidence. Chaque comité est composé de membres représentant les intérêts des travailleurs et des employeurs, ainsi que de tout autre membre que les ministres jugent opportun de nommer.

Les candidats idéaux font preuve d'une bonne compréhension de la sécurité au travail, appliquent des normes d'éthique élevées et démontrent un respect et une appréciation des intérêts divers des intervenants de l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. Ils doivent être fiables et s'engager à participer activement aux travaux des comités.

Les personnes qualifiées peuvent faire parvenir leur curriculum vitae d'ici au **3 mai 2024** à :

■ L'honorable Vince McKay

Ministre ténois responsable de la Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs
Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest
C.P. 1320

Yellowknife (T.N.-O.) X1A 2L9

Geoff_Ray@gov.nt.ca

WSCC Workers' Safety & Compensation Commission | Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs

wsc.nt.ca 1.800.661.0792

wsc.nu.ca 1.877.404.4407



Rassemblement de la communauté francophone à la maison bleue en 2022, siège de la Fédération franco-ténoise (Photo : Médias ténois – Archives)

Entente Google : les médias communautaires rejettent le modèle proposé

Sans garanties d'indépendance et d'équité à leur égard, les médias communautaires ont choisi de ne pas signer l'entente du modèle de gestion des 100 millions de dollars de Google proposé par les plus grands médias.

Marianne Dépelteau – Francopresse

Google a consenti à verser 100 millions de dollars aux médias canadiens pour se conformer à la [Loi sur les nouvelles en ligne](#) (anciennement projet de loi C-18). Cette somme doit être divisée entre les médias, mais la méthode de gestion proposée déplaît aux plus petits médias.

Une structure de négociations pour le partage de la redevance a été proposée au géant du Web par un regroupement de médias. Les membres du Consortium des médias communautaires de langues officielles en situation minoritaire, qui représente 98 médias partout au Canada, ont refusé d'y adhérer, mais ils ne sont pas les seuls.

Les membres du Consortium sont Réseau.Presse (éditeur de Francopresse), l'Association des journaux régionaux du Québec (AJRQ), l'Alliance des radios communautaires (ARC) du Canada et English-Language Arts Network (ELAN).

Dans la structure financière proposée à Google, un Collectif de médias en ligne recevra et répartira les 100 millions entre trois groupes rassemblés par types de médias. Le Collectif a été créé parce que Google veut avoir un seul interlocuteur.

Ce Collectif sera principalement un conseil d'administration composé d'un membre de chacun des trois groupes : CBC/Radio-Canada (qui recevra 7 millions de dollars), les radiodiffuseurs et télédiffuseurs admissibles (30 millions) et les médias imprimés et numériques admissibles (63 millions).

Peu de place pour les petits

Dans ce scénario, les membres du Consortium se retrouvent dans le même bain que des joueurs plus grands qu'eux.

Pour Pierre Sicard, directeur général de l'ARC, refuser de signer le document envoie le message à Google que la structure proposée n'est pas dans l'intérêt de tous les médias.

Un seul représentant peut occuper le siège de la radio à but non lucratif, alors qu'il y a plus qu'une association.

« Si on y va au ratio en termes de membres, l'association qui rejoint les radios anglophones au Canada [...] est un petit peu plus grosse, explique-t-il. On sait très bien que si jamais c'est l'association des radios anglophones qui prend le dessus, la réalité de nos radios francophones au Canada ne sera pas respectée ou ne sera pas prise en compte. »

Du côté de la presse écrite et numérique,



Les médias communautaires sont d'avis que la structure proposée à Google avantage les grands médias à leurs dépens. (Photo : Brett Jordan – Pexels)

les membres des grandes associations, comme News Media Canada et Hebdo Québec, constituent la majorité du groupe recevant 63 millions de dollars.

Les modalités et la structure de gouvernance proposées ne tenaient pas compte de la situation particulière des journaux desservant des communautés de langues officielles en situation minoritaire, indique de son côté René Chiasson, coprésident de Réseau.Presse dans un courriel.

« La structure proposée risquait de favoriser davantage les grandes organisations, au détriment des plus petites organisations comme la nôtre », dit-il.

Brenda O'Farrell, présidente de l'AJRQ, qui représente les journaux communautaires de langue anglaise du Québec, est quant à elle déçue du manque de représentation des plus petits médias dans la structure proposée.

« Si on veut aider une industrie en crise, il faut regarder les besoins, dit-elle. Les plus petits médias ont besoin de quelque chose à quoi s'accrocher, et il n'y a aucune garantie dans ce sens. [...] Il faut que tout le monde ait une place à la table. »

Selon elle, les grands joueurs ne « veulent pas écouter les plus petits » et « ont les yeux fixés sur l'argent qu'ils peuvent toucher ».

Même s'ils ne font pas partie des négociations, les médias membres des associations qui n'ont pas signé l'entente pourraient quand même recevoir une part du montant s'ils sont admissibles selon les règles établies par la Loi et le Collectif.

Francopresse a contacté News Media Canada pour ses commentaires, mais n'a pas reçu de réponse avant l'heure de tombée.

Le privé domine

L'Association canadienne des usagers et stations de la télévision communautaire (CACTUS), qui aurait fait partie du groupe gérant 30 millions de dollars, a aussi refusé de signer. Selon sa directrice générale, Cathy Edwards, le modèle proposé ne permet pas de représenter les intérêts de ses membres, que CACTUS le signe ou non.

Dans ce groupe, note-t-elle, « il y a quatre sièges pour la radio commerciale, deux sièges pour la télévision commerciale [...], un siège pour un télédiffuseur [autochtone], un siège pour la télévision non lucrative [communautaire] et un siège pour la radio non lucrative [communautaire] ».

Cathy Edwards raconte que les deux associations de télévision communautaire au pays – l'autre étant la Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec (FTCAQ) – étaient prêtes à partager le siège.

Mais un déséquilibre demeure selon elle : « Ce n'est pas équitable. Ce n'est pas une représentation des besoins et des intérêts du secteur entier, mais plutôt celle du secteur privé ».

Pierre Sicard fait une remarque similaire : « C'est le privé versus le sans but lucratif. [Le privé] aussi a de la difficulté à arriver dernièrement et là, il voit une solution pour renflouer les coffres. Quelque part, nous on est là, on revendique et on est comme un peu le talon d'Achilles. »

Préserver le journalisme passe par les petits médias

La représentation des médias communautaires sera surtout importante dans l'interprétation de la loi, estime de son côté Cathy Edwards. Même si les critères d'admissibilité aux fonds sont décrits dans la loi, certains sont sujets à interprétation.

« [La loi] n'est pas toujours très précise. Par exemple, sur le nombre d'employés à temps plein engagés dans la production de nouvelles, le "temps plein" n'est pas clair. Est-ce que c'est 30, 35 ou 40 heures par semaine? Si c'est 30, des membres ayant deux employés à 30 heures par semaine sont admissibles. Mais si c'est 35, ils ne le sont pas », explique-t-elle.

« Une fois qu'il y a un collectif qui décide de qui est ou non éligible, il peut y avoir des décisions qui excluent beaucoup de plus petits [médias]. Et c'est pour ça qu'on a besoin d'une voix. »

« Le but de la Loi sur les nouvelles en ligne, entre autres, est de préserver le journalisme, rappelle Cathy Edwards. La presse, qui est réellement importante et que nous risquons de perdre, est celle des petites communautés. [...] Si on la perd, on perd du journalisme dans une communauté entière, parfois une région. »

C'est pour cette raison que, selon elle, les besoins des plus petits médias doivent être mis de l'avant dans ce processus. « Ce sont les plus fragiles et les plus importants pour le Canada rural. Les grandes villes auront toujours une presse quelconque. »

À l'heure actuelle, le Consortium évalue ses options juridiques en vertu de la Loi sur les langues officielles, qui n'est pas respectée par C-18 selon lui.



L'aide financière aux étudiants est plus intéressante que jamais!

Vous êtes inscrit à un programme d'études cet automne?

Présentez votre demande d'ici le 30 juin. L'aide financière aux étudiants aide à couvrir les coûts d'études postsecondaires, notamment:

- Les frais de scolarité
- Les manuels scolaires
- Les déplacements
- Les frais de subsistance

Vous n'avez pas besoin d'être déjà admis à un programme d'études ou dans un établissement pour présenter une demande. **N'attendez pas. Présentez une demande dès maintenant**



@mecf_gtno
www.gov.nt.ca/afe

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Le rôle crucial des communautés dans la gestion des feux de forêt

Les deux premiers incendies de la saison aux TNO sont maîtrisés. Ils brulaient sous terre depuis des mois. Ce sont les « feux zombies ».

Cristiano Pereira
IJL – Réseau.Presse – L'Aquilon

Les deux premiers feux de la saison 2024 à TNO sont désormais maîtrisés. Dans les deux cas, il s'agissait de feux qui brulaient sous terre et dans la neige depuis l'été dernier, les « feux zombies » ou encore feux d'hivernage.

« En gros, le feu est piégé dans le sol, il brûle dans les profondeurs du sol, il couve, il se nourrit du peu d'oxygène dont il dispose. Et il continue à brûler sous terre pendant tout l'hiver, en grande partie », explique Mike Westwick, agent d'information sur les feux de forêt au ministère de l'Environnement et du Changement climatique. Selon lui, ce genre de feux est de plus en plus fréquent. « C'est particulièrement fréquent après une saison des incendies aussi active que celle de l'année dernière, ajoute-t-il. C'est pourquoi nous constatons une recrudescence de ce type d'activité en ce début de saison. »

M. Westwick souligne l'importance de la détection et de l'intervention précoces. Il faut s'attaquer de manière proactive à ces incendies souterrains afin d'atténuer leurs conséquences potentielles.

« Nous voulons nous assurer que nous sommes à l'avant-garde, que nous détectons ces zones et que nous y remédions dès que possible », affirme M. Westwick.

Scanners infrarouges

C'est pourquoi les autorités examinent déjà plusieurs des zones brûlées l'année dernière afin d'y rechercher des sources de chaleur avec une technologie d'infrarouge.

« Les scanners infrarouges sont essentiellement capables de détecter des signatures



Les TNO se préparent à une nouvelle saison de lutte contre les incendies (Courtoisie Ministère de l'Environnement et du Changement climatique)

thermiques dans le sol. On peut le faire à la main, on peut le faire en vol, on peut le faire de différentes manières. C'est un outil parmi d'autres. Il se concentre sur les zones où des incendies se sont déclarés l'année dernière, en particulier dans le nord et le sud du territoire, ainsi que dans certaines parties du Decho », explique Westwick.

C'est ainsi qu'il y a quelques jours, deux feux ont été détectés dans le nord-ouest de Fort Smith, les deux premiers de cette saison.

« Nous avons pu agir rapidement et envoyer des équipes et un hélicoptère sur place pour creuser et exposer les points chauds brûlants et les asperger d'eau », assure l'agent d'information sur les feux de forêt au ministère de l'Environnement et du Changement climatique.

Les deux incendies, qui n'ont pas atteint une taille considérable – deux hectares chacun – sont désormais maîtrisés. Maintenant, la surveillance et le

balayage infrarouge se poursuivront dans plusieurs autres zones.

Engager les communautés

L'agent d'information sur les feux de forêt est conscient que la saison à venir est à risque et que la population est déjà appréhensive. Mike Westwick met l'accent sur l'importance de la sensibilisation du public et de l'implication des communautés dans la gestion des feux de forêt, en particulier dans les zones reculées où le balayage infrarouge ne permet pas de détecter tous les cas d'incendie.

Il encourage les personnes qui fréquentent la brousse à signaler tout signe d'incendie, comme de la fumée ou des flammes, aux autorités, car chaque observation contribue au suivi et à la gestion efficace des incendies.

M Westwick met en évidence l'effort de collaboration entre les technologies de pointe

et l'engagement de la communauté dans la prévention et la gestion des incendies de forêt. « Chaque petit geste compte, et la gestion des feux de forêt est en fait un mélange de technologies et les observations du public. C'est donc un moyen très important pour les gens de nous aider », observe-t-il.

En réponse aux inquiétudes concernant le risque d'une nouvelle saison des incendies intense en raison de la fonte précoce des neiges et de la hausse des températures, Westwick indique des pratiques proactives de lutte contre les incendies à mettre en œuvre par les résidents. Il insiste sur l'importance d'évaluer et d'éliminer les matériaux combustibles dans un rayon de dix mètres autour des maisons, notamment en nettoyant les gouttières, en veillant à ce que les ameublements d'extérieur et les piles de bois de chauffage se trouvent à des distances sûres, et en éliminant les débris sous les terrasses.

En outre, il indique que si les gens doivent rénover leur maison, il est préférable d'opter pour des matériaux non inflammables. « C'est une très bonne idée de considérer une toiture en métal si vous le pouvez, car c'est un matériau très résistant et qui rendra votre maison plus protégée », affirme l'expert.

M Westwick insiste sur l'importance de la responsabilité individuelle dans la prévention des incendies d'origine humaine, en particulier pendant le mois de mai, historiquement vulnérable. Il exhorte les communautés à viser un « mois sans incendie d'origine humaine » afin de préserver les ressources et de se protéger contre les incendies de forêt dévastateurs, en mettant l'accent sur l'effort collectif nécessaire pour garantir une saison plus sûre à l'avenir.

13

Oscar Aguirre

L'aube du modernisme dans la musique classique

Achille-Claude Debussy, connu sous le nom de Claude Debussy, est admis au Conservatoire de musique de Paris en 1872, une institution prestigieuse offrant des études supérieures en musique en Europe. C'était un établissement sélectif qui n'acceptait que les meilleurs étudiants français, les guidant vers la maîtrise des techniques spécialisées et leur enseignant les méthodes d'écriture musicale développées par les grands compositeurs de la musique classique.

Deux professeurs du conservatoire ont joué un rôle essentiel dans sa formation pendant les douze années passées là-bas. Claude est admis à l'âge de dix ans et commence à perfectionner ses compétences au piano sous la direction d'Antoine Marmontel, un excellent professeur et pianiste du Conservatoire qui devient son mentor tout au long de ses études, ainsi que sous celle d'Albert Lavignac, musicologue et expert en solfège et composition chorale.

Pendant sept ans, Claude travaille dur pour perfectionner ses compétences au piano en interprétant les œuvres de plusieurs compositeurs, notamment Johann Sebastian Bach. Cependant, lors de plusieurs de ses présentations, il est critiqué pour son jeu impulsif, expliqué par son adhésion à la philosophie d'action du romantisme, selon laquelle le musicien doit suivre ses élans émotionnels. Le problème est qu'il introduit des changements rythmiques, des crescendos et des diminuendos qui vont à l'encontre des intentions des compositeurs originaux.

En 1877, lorsqu'il suit le cours d'harmonie donné par Émile Durant, il se lasse rapidement en constatant que les structures sémantiques apprises se répètent dans toutes les compositions des auteurs étudiés. Cette attitude devient l'un de ses fondements idéologiques pour innover dans le modernisme musical.

Le moment décisif de sa carrière de compositeur survient à l'été 1879, lorsque son mentor Antoine Marmontel l'envoie en tant que pianiste résident au Château de Chenonceau. Ce château, situé dans la région du Val de Loire, était un lieu de repos pour les femmes royales telles que Diane de Poitiers et Catherine de Médicis depuis sa construction en 1553. Il était devenu la propriété de Madame Pelouse en 1864, mécène de l'Académie des Arts et des Lettres, où des personnalités intellectuelles de France et d'Europe étaient régulièrement invitées. L'orchestre de chambre, auquel Claude appartient en tant que pianiste, accueillait de grands compositeurs de musique classique. C'est lors de ces occasions qu'il rencontre Richard Wagner.

C'est à cette époque que Claude Debussy compose sa première œuvre, « Madrid : Princesse d'Espagne », inspirée du poème d'Alfred de Musset.

Les œuvres présentées dans cette rubrique sont diffusées sur les ondes du CIVR
103,5 FM et radiotaiga.com les dimanches et les mercredis à 21 h.



Préservation des caribous des montagnes du Nord : un plan d'action unifié

La mise en œuvre d'un plan de gestion a été approuvée pour prévenir le déclin de la population de caribous des montagnes du Nord et éviter qu'elle ne soit classée comme espèce menacée.

Cristiano Pereira – IJL
Réseau.Presse – L'Aquilon

La Conférence des autorités de gestion, un groupe d'offices de cogestion de la faune et de gouvernements qui partagent la responsabilité de la gestion de la faune aux TNO a unanimement approuvé la mise en œuvre du [Plan de gestion](#) de la population de [caribous des montagnes du Nord](#) aux TNO. Il y a trois autorités de gestion du caribou des montagnes du Nord aux TNO : [l'Office des ressources renouvelables des Gwich'in](#), [l'Office des ressources renouvelables du Sahtú](#) et le GTNO.

Le plan, un document dense et très détaillé de 114 pages, offre une vision d'ensemble de la gestion à long terme du caribou des montagnes du Nord et de son habitat aux Territoires du Nord-Ouest. Rendu public en juillet 2023, le document s'appuie sur le Plan de gestion de la population des montagnes du Nord du caribou des bois du gouvernement du Canada, publié en 2012, et partage le même objectif global : prévenir le déclin de la population et éviter qu'elle ne soit classée comme espèce menacée ou en voie de disparition. Le caribou des montagnes du Nord a été désigné espèce



Le caribou des montagnes du Nord a été déclaré espèce préoccupante. (Courtoisie GTNO)

Le Centre de services du MECF de retour au Nova Plaza

Le 13 mai 2024, les services suivants seront à nouveau offerts au Nova Plaza, 5019, 52^e Rue, à Yellowknife :

- Programmes d'apprentissage et programmes relatifs au marché du travail.
- Programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Aide au revenu.
- Subvention au chauffage résidentiel pour les personnes âgées.

Nous vous remercions de votre patience pendant notre réinstallation.

Pour en savoir plus : www.ece.gov.nt.ca/fr



Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest

préoccupante aux TNO et partout au Canada.

Plusieurs menaces affectent le caribou et les changements climatiques demeurent une préoccupation majeure. Le déclin des plaques de glace dans les montagnes Mackenzie est particulièrement alarmant, car ces zones servent non seulement de refuges essentiels contre les insectes, mais aussi de sources de refroidissement pendant les mois d'été.

Les activités humaines, telles que la récolte, les loisirs et l'exploitation des ressources, constituent également des menaces importantes. La pression de la chasse localisée, les activités industrielles et les éléments linéaires associés, tels que les routes, perturbent les habitats et augmentent l'accès des prédateurs et des chasseurs. Cela peut entraîner le déplacement des caribous de leurs zones de prédilection, une mortalité directe due aux collisions avec les véhicules, à la chasse et au braconnage, ainsi qu'une augmentation des taux de prédation.

Un plan détaillé

Le plan décrit les différentes mesures à prendre pour protéger l'espèce. Il y a des actions telles que le renforcement de la surveillance et de la recherche, y compris la mise à jour des dénombrements de population et la cartographie des habitats clés afin d'atténuer les effets des perturbations humaines. L'évaluation 2020 du Comité des espèces en péril souligne également la nécessité d'intensifier la recherche sur les effets du climat, les structures des sous-populations et les habitats essentiels tels que les aires de mise bas. Pour mieux protéger ces caribous, des mesures sont prises, notamment la limitation de l'accès à l'habitat, la mise en œuvre de plans de gestion de protection et l'implication des

gardiens autochtones dans les efforts de surveillance.

Ces efforts coordonnés sont essentiels pour comprendre les tendances des caribous et assurer leur survie à long terme face aux défis environnementaux et humains.

Interventions non invasives et invitation à l'action de groupe

Afin de venir en renfort aux populations de caribous des montagnes du Nord, plusieurs initiatives sont prévues ou sont en cours, notamment des techniques de surveillance non invasives telles que l'échantillonnage des matières fécales et les caméras à distance pour la faune sauvage, ainsi qu'un programme de pose de colliers en collaboration avec la région du Dehcho.

Ces actions visent à améliorer la compréhension des mouvements des caribous, de l'utilisation de l'habitat et de la génétique. En outre, les programmes de gardiens surveilleront les activités terrestres tout en promouvant les lois des Dénés et des Métis ; ainsi que les pratiques de chasse respectueuses.

Le plan indique que la participation du public est cruciale. Les contributions peuvent aller du partage des observations de la faune à l'amorce d'une chasse et d'une utilisation des terres responsables.

Le public est également encouragé à participer aux efforts d'engagement communautaire ou à demander un financement pour la conservation, soutenant ainsi activement la conservation et le rétablissement de cette espèce. Le plan note que cette approche collaborative entre le gouvernement, les communautés autochtones et le public est essentielle pour une gestion et une conservation efficaces du caribou des montagnes du Nord.

Prix Sobey : cinq artistes de l'Arctique circumpolaire sont sélectionnés sur la liste longue

La liste longue des artistes en lice pour le prix Sobey a été présentée le 30 avril 2024. Quelque 30 artistes contemporains canadiens figurent sur cette liste dont cinq issus de l'Arctique circumpolaire canadien.

Nelly Guidici – IJL
Réseau.Presse – Aquilon –
Arctique

© Courtoisie de l'artiste

Casey Koyczan, artiste interdisciplinaire
Déné originaire de Yellowknife figure parmi
les 30 artistes finalistes du prix Sobey.

Cette année, la région circumpolaire a été ajoutée comme sixième région de mises en candidature, augmentant ainsi la représentation du paysage artistique contemporain. Le montant global des bourses s'élève désormais à 465 000 \$ et est financé par la Fondation Sobey pour les arts.

« Ce prix est le plus généreux au pays et l'un des plus élevés au monde en arts visuels, » peut-on lire dans le communiqué de presse émis par le Musée des Beaux-Arts du Canada (MBAC).

Pour Jonathan Shaughnessy, directeur des Initiatives curatoriales au MBAC et président du jury du Prix Sobey 2024, « l'ajout de cinq artistes de la région circumpolaire nous sensibilise davantage à la diversité de notre pays et, dans une égale mesure, à nos expériences communes. Nous sommes très fiers des changements apportés cette année au prix en collaboration avec le Musée des beaux-arts du Canada, et heureux de poursuivre notre mission, qui consiste à propulser l'art contemporain canadien au-devant de la scène nationale et internationale. »

Trois artistes du Nunatsiavut figurent parmi les artistes sélectionnés pour la région Arctique. Jessica Winters, Jason Sikoak et Eldred Allen sont originaires, respectivement, de Makkovik et Rigolet.

L'auteure, poétesse et artiste visuelle Taqralik Partridge est originaire de Kuujuaq au Nunavik, mais vit aujourd'hui à Ottawa. Casey Koyczan, artiste interdisciplinaire Déné originaire de Yellowknife fait également partie de cette sélection.

Casey Koyczan réimagine l'humain et ses histoires dans le futur, sans entrave et en toute liberté. Il utilise divers supports et techniques pour montrer comment la culture et la technologie peuvent évoluer ensemble afin de mieux comprendre l'identité autochtone du passé, du présent et du futur.

Ses œuvres d'art à grande échelle combinent diverses techniques expérimentales pour atteindre une esthétique unique. La sculpture, la vidéo et les créations audios telles que la musique, les paysages sonores et les musiques de film lui permettent combler le fossé entre les interprétations visuelles et sonores de l'art, tout en mettant en lumière les valeurs et les politiques autochtones.

Artiste international, il a participé à de nombreuses résidences, expositions, festivals et collaborations en Europe, mais aussi aux États-Unis, au Mexique, en Colombie et au Chili.

Il est titulaire d'un diplôme de production multimédia du Lethbridge College en Alberta, d'une licence en beaux-arts de l'université Thompson Rivers en Colombie-Britannique et d'une maîtrise en beaux-arts de l'université du Manitoba.



Le NOUVEAU site Web de l'Assemblée législative est maintenant en ligne!
ntassembly.ca/FR